[kee/chi - nee/wesk] • *nom* LE GRAND ESPRIT DU CÔTÉ FÉMININ DE LA VIE DE TOUTES CHOSES

KCI-NIWESQ

MAGAZINE DE L' **ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA**

VOL 16

ENVIRONNEMENT

Problèmes graves auxquels sont confrontées les femmes, les filles et les personnes Deux Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones

CONTENTS

MIIGWETCH 05

Message de la chef de la direction / CEO
LYNNE GROULX

LES GARDIENS 06

Protéger la culture en protégeant les eaux et les forêts

L'AFAC VA À LA COP 10

Ce que vaut la voix de la femme autochtone à la COP27

N'ABANDONNEZ JAMAIS L'ESPOIR 14

Lutte contre les déchets à la mine Adams
CAROL McBRIDE, présidente de l'AFAC

LE SAUMON 18

Placer le respect du saumon au centre
ANDREA REID, Ph. D.

GARDIENNE DU SAVOIR 22

Nouvelles méthodes de protection de l'environnement
MARINA BEST

PROJECT FOREST 24

Un nouveau concept : le « réensauvagement » de terres agricoles sous-développées, non productives pour les ramener à leur plein potentiel

LA MANIÈRE WABANAKI 28

Se familiariser avec les principes autochtones

MESSAGE DE LA CHEF DE LA DIRECTION

LYNNE GROULX LL.L., J.D. CHEF DE LA DIRECTION/CEO
ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA/
NATIVE WOMEN'S ASSOCIATION OF CANADA

BIENVENUE À LA 15E ÉDITION DE *KCI-NIWESQ*, LE MAGAZINE DE L'ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA (AFAC).

Dans cette livraison, nous examinons plus en profondeur une question essentielle pour les femmes et les personnes Deux Esprits, transgenres et de diverses identités de genre autochtones que nous servons en tant qu'organisation.

Pour de nombreux Canadiens et Canadiennes, le débat à propos de l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement se déroule seulement dans les médias ou dans des forums nationaux et internationaux. Parfois, les effets s'en font ressentir plus directement, lorsque la fréquence des ouragans, des feux de forêt et des sécheresses augmente. Mais, il s'agit (encore) rarement d'une question de vie ou de mort.

Pour les Autochtones qui vivent à proximité de la terre, cependant, il s'agit d'une crise existentielle. Les sources de nourriture comme le caribou et le phoque ne sont plus là où elles étaient –– ou ne peuvent plus être atteintes aussi facilement que par le passé. Les médicaments traditionnels se font rares. Nous voyons le monde qui nous entoure changer d'une manière que nos ancêtres n'auraient pas pu envisager.

Les femmes autochtones ont une connaissance tristement privilégiée de ces problèmes. Nous avons des idées sur les mesures à prendre pour trouver des solutions. Nous exigeons de faire partie de la conversation.

Dans ce numéro, nous vous racontons ce qui s'est passé il y a 22 ans, lorsque Carol McBride, qui est maintenant présidente de l'AFAC, a exigé que les gens de sa région fassent partie de la conversation sur la transformation d'une mine locale en décharge pour les déchets de Toronto.

Angela MacKinnon, responsable de l'engagement communautaire au sein de Project Forest, nous explique comment la réintroduction par les Autochtones d'espèces disparues améliore les perspectives de la vie sur terre.

Vous découvrirez ce que Lisa Smith, notre propre directrice principale de la gouvernance et des relations internationales et parlementaires, à l'AFAC, espérait réaliser lorsqu'elle et Madeleine Redfern, la présidente de la section Nunavut de l'AFAC, ont assisté à la conférence mondiale sur les changements climatiques, en Égypte.

Nous nous entretenons avec de jeunes gardiens autochtones qui travaillent à Chapleau, en Ontario, à propos de ce qu'ils accomplissent pour conserver et protéger leurs terres et renouer avec le savoir traditionnel de leurs aînés.

Andrea Reid, membre de la nation Nisga'a et chercheuse principale au Centre for Indigenous Fisheries de l'Université de la Colombie-Britannique, nous raconte que les saumons sont nos parents et nous dit d'autres choses qu'elle a apprises des gardiens du savoir dans 18 communautés de gens du Saumon, le long de la côte ouest.

Et nous rencontrons Marina Best, gardienne du savoir métis en matière d'environnement et de changement climatique; elle explique que, pour parvenir à une conservation équilibrée de l'environnement et à la réconciliation, la science occidentale et le savoir autochtone doivent accepter de repartir à zéro, sur un pied d'égalité.

Alors, merci encore d'ouvrir les pages qui suivent. Merci de lire la 15eédition de Kci-Niwesq. N'hésitez pas à nous écrire et à nous dire ce que vous en pensez à l'adresse reception@nwac.ca.

MIIGWETCH.

UN MENSUEL POUR RACONTER NOS HISTOIRES

Les Gardiens :

PROTÉGER LA CULTURE EN PROTÉGEANT LES EAUX ET LES FORÊTS

Dans tout le Canada, les jeunes Autochtones deviennent les gardiens de leurs terres grâce à un programme de Gardiens qui vise autant à protéger la culture qu'à enseigner aux jeunes comment protéger les eaux et les forêts.

Dans le nord de l'Ontario, à Chapleau, se trouve l'un des programmes de gardiens autochtones les plus récemment créés.

Cette région est le territoire de la Première Nation des Cris de Chapleau, de la Première Nation des Cris de Missanabie et de la Première Nation de Brunswick House. Elle englobe un territoire clé connu sous le nom de Réserve de chasse de la couronne de Chapleau, l'une des plus grandes réserves fauniques au monde.

Mais c'est aussi un endroit qui survit économiquement grâce à l'extraction de ressources, notamment de grandes quantités de produits de la forêt.

Les Gardiens cataloguent la végétation, 2022.

Les trois Premières Nations ont donc formé une société appelée Wahkohtowin Development GP Inc. pour s'assurer une part de la richesse et garantir des récoltes durables en incluant les objectifs des Premières Nations dans toute planification de la gestion forestière.

Il y a trois ans, Wahkohtowin a chargé David Flood, membre de la Première Nation de Matachewan et directeur général de l'entreprise, de donner aux jeunes Autochtones de la région de Chapleau l'occasion de renouer avec leur terre natale de manière à raviver la relation culturelle et spirituelle nécessaire pour soutenir le système de connaissances de la loi naturelle.

Le programme Gardiens autochtones s'est imposé naturellement. Son objectif est d'aider les jeunes Autochtones à être plus conscients de qui ils sont, et de les aider à comprendre qu'ils sont responsables de leur terre natale. Il vise à leur apprendre que chacun a des dons qui doivent être renforcés et enrichis, puis rapportés à leur communauté ou à la région.

« Nos Premières Nations sont ici depuis des temps immémoriaux et seront ici pour des générations à venir », déclare M. Flood. « À mesure que nos nations guérissent, les Gardiens sont bien placés pour aider à rétablir l'autodétermination et l'autosuffisance. »

Amberley Quakegesic et une équipe de Gardiens récoltent de l'écorce, 2022.

En 2015, il a rencontré Amberly Quakegesic, membre de la Première Nation de Brunswick House, qui travaillait l'été au ministère des Ressources naturelles alors qu'elle complétait un certain nombre de diplômes. Il lui a expliqué ses plans pour un programme de gardiens autochtones.

« Ça me passait un peu par-dessus de la tête », dit Mme Quakegesic. « Mais il parlait de cette énorme vision des jeunes, de la terre et de la souveraineté. »

M. Flood l'a engagée l'été suivant pour être la première gardienne autochtone à travailler pour Wahkohtowin. L'année suivante, il y avait deux Gardiens, Mme Quakegesic et Jacy Jolivet.

Ils ont entaillé des bouleaux pour en tirer du sirop, appris les bases de la construction d'un canot, planté des arbres et appris d'autres aspects de la gestion forestière d'un point de vue autochtone.

Les programmes de Gardiens se concentrent sur différentes questions, selon les régions dans lesquelles ils opèrent. Dans la région de Chapleau, ils mettent l'accent sur la foresterie — « comment elle est faite aujourd'hui, comment les Autochtones la faisaient et comment elle peut être améliorée », dit Mme Quakegesic. Ils contribuent au rétablissement de l'orignal en conservant l'habitat des orignaux en fin d'hiver et ils travaillent avec l'industrie pour trouver des méthodes alternatives à la pulvérisation d'herbicides.

En fait, les trois Premières Nations propriétaires de Wahkohtowin ont récemment intenté une action en justice contre la province de l'Ontario, action fondée sur ce qu'elles décrivent comme 100 ans d'impacts négatifs et cumulatifs de l'exploitation forestière, notamment la pulvérisation de l'herbicide glyphosate, qui cause des dommages irréversibles à la forêt boréale.

« Chaque fois que nous réalisons des projets, nous nous adressons aux trois communautés des Premières Nations propriétaires », explique Mme Quakegesic. « Nous avons quelques aînés de chaque communauté avec lesquels nous sommes devenus amis et qui ont en quelque sorte rejoint la famille Wahkohtowin. Ils organisent des cérémonies lorsque nous leur demandons leur soutien ou ils viennent partager leurs connaissances. Nous sommes allés récolter des médicaments avec les aînés. Ils nous montrent à voir la forêt autrement. »

Par exemple, dit-elle, un forestier pourrait regarder un mélèze, qui n'est pas bon pour le bois d'œuvre, et le considérer comme un problème. Mais une personne autochtone verrait cet arbre pour les médicaments contenus dans l'écorce ou pour son potentiel en tant que matériau pour l'artisanat. Les mélèzes peuvent être utilisés pour créer des oies en mélèze, excellents leurres pour les canards.

« Il est tellement important pour nos gardiens de diversifier l'utilisation des forêts et de comprendre les avantages plus vastes des services écosystémiques, et d'en témoigner, pour faire partie de la solution, alors que nous sommes confrontés aux changements climatiques et à leurs impacts », déclare M. Flood.

La fabrication de canots est l'un des projets qui permettent de relier les jeunes Gardiens à la terre et à leur culture. Cette année, le groupe a construit son deuxième canot.

Le premier a été fabriqué il y a deux ans lorsque Chuck Commanda, un maître constructeur de canots d'écorce, est arrivé pour leur montrer comment faire. Suivant ses instructions, Mme Quakegesic, M. Flood et Mme Jolivet ont récolté du cèdre, de l'écorce de bouleau, des racines d'épinette et de la poix d'épinette blanche. M. Commanda a apporté du « bois de fer » du sud. Ils ont ensuite construit le canot en utilisant ces matériaux naturels.

L'été dernier, ils ont été en mesure d'en faire davantage par eux-mêmes, même s'ils avaient encore besoin de l'aide de M. Commanda, qui sera probablement appelé à aider à nouveau l'année prochaine.

Mais l'expertise des Gardiens dans la fabrication de canots se développe de sorte que, finalement, ils seront en mesure de construire des canots par eux-mêmes et de maintenir la tradition vivante, dit Mme Quakegesic.

Le programme des Gardiens a vraiment pour but de sensibiliser les gens, dit-elle. Il s'agit d'ouvrir les yeux des jeunes Autochtones sur les possibilités de carrière qui les attendent à la fin de leurs études.

« Le grand rêve est de renforcer les capacités et de développer les compétences », déclare Mme Quakegesic. « C'est d'envoyer les jeunes à l'école, mais ensuite de les faire revenir et servir leur communauté et protéger leurs terres. »

« CHAQUE FOIS QUE NOUS RÉALISONS DES PROJETS, NOUS NOUS ADRESSONS AUX TROIS COMMUNAUTÉS DES PREMIÈRES NATIONS PROPRIÉTAIRES — POUR PARTAGER LEURS CONNAISSANCES, RÉCOLTER DES REMÈDES AVEC LES AÎNÉS, POUR NOUS MONTRER À VOIR LA FORÊT AUTREMENT. »

– AMBERLY QUAKEGESIC

Amberley Quakegesic (ext. droite) et un groupe de Gardiens construisent un canot avec les matériaux qu'ils ont récoltés.

Madeleine Redfern (ext. gauche), le ministre de l'Environnement Steven Guilbeault et Lisa. J. Smith.

COP27

LA VALEUR DE LA VOIX DE LA FEMME AUTOCHTONE À LA COP27

L'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) était sur place pour s'assurer que les voix autochtones soient entendues et que les droits des Autochtones soient respectés lorsque les experts mondiaux de l'environnement se sont réunis, en novembre, pour reprendre les discussions visant à éviter une catastrophe climatique.

L'Égypte accueillait la 27e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, également connue sous le nom de COP27. Les délégués, dont ceux du Canada, devaient évaluer le progrès (ou l'absence de progrès) de l'année écoulée dans la lutte contre le réchauffement de la planète, et établir les obligations à venir en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'AFAC a été invitée à se joindre à la délégation canadienne et a désigné deux avocates inuites pour nous représenter.

Madeleine Redfern, avocate inuite, est la présidente de la Nunavut Inuit Women's Association, la section locale de l'AFAC au Nunavut. Lisa J. Smith, avocate inuite aussi et experte en droits de la personne de Terre-Neuve-et-Labrador, est la directrice principale de la gouvernance et des relations internationales et parlementaires de l'AFAC.

« Le leadership des femmes autochtones est nécessaire dans ce combat. Il était donc important, il était vital, que nos voix soient présentes à ces tables », a déclaré Mme Smith lors d'une récente interview.

Mmes Smith et Redfern surveillaient les négociations pour s'assurer qu'elles adhéraient aux principes de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) et à d'autres déclarations des droits de l'homme, et que les négociations reflètent les expériences vécues des peuples autochtones.

« J'étais dans la salle, les yeux et les oreilles à l'attention, pour m'assurer que nos droits inhérents, nos droits fondamentaux, qui sont inscrits dans la Déclaration des Nations Unies, soient respectés dans le cadre de chaque négociation », dit-elle. « J'étais un peu comme un gardien de phare, pour veiller à ce que les discussions soient guidées de manière à apporter la lumière et la vérité à chaque fois. »

Lisa J. Smith (à g.) et Madeleine Redfern

« J'ÉTAIS DANS LA SALLE, LES YEUX ET LES OREILLES À L'ATTENTION, POUR M'ASSURER QUE NOS DROITS INHÉRENTS, NOS DROITS FONDAMENTAUX, QUI SONT INSCRITS DANS LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES, SOIENT RESPECTÉS DANS LE CADRE DE CHAQUE NÉGOCIATION », DIT-ELLE. « J'ÉTAIS UN PEU COMME UN GARDIEN DE PHARE, POUR VEILLER À CE QUE LES DISCUSSIONS SOIENT GUIDÉES DE MANIÈRE À APPORTER LA LUMIÈRE ET LA VÉRITÉ À CHAQUE FOIS. »

- LISA SMITH

Les perspectives autochtones sont souvent laissées de côté sur la scène mondiale lorsqu'il s'agit de la crise climatique. Ces dernières années, les peuples autochtones ont joué un rôle de plus en plus important lors des réunions de la COP. Mais, même lors de la COP de l'année dernière, à laquelle ont assisté 120 dirigeants mondiaux, les participants autochtones se sont plaints d'être relégués à un rôle d'observateurs.

Le monde reconnaît que les peuples autochtones doivent avoir leur mot à dire sur les questions qui les concernent, mais Mme Smith affirme que les consultations sont souvent superficielles et que l'on ne fait pas toujours l'effort de donner suite à leurs conseils.

« Je représente (l'AFAC aux) réunions fédérales-provinciales-territoriales (FPT) dans tout le pays et aux réunions organisées par tous les ministères du gouvernement », dit-elle. « La plupart du temps, j'ai l'impression que les participants autochtones sont là pour que les organisateurs puissent cocher la case. Ils peuvent dire "OK, nous avons parlé à l'AFAC", mais ils ne nous écoutent pas nécessairement, malgré le fait que l'AFAC a signé avec le gouvernement fédéral un accord stipulant qu'ils prendront en compte le point de vue distinct des femmes, des filles et des personnes de diverses identités de genre autochtones. »

Ce n'était toutefois pas le cas lors de la dernière réunion FPT des ministres de l'Environnement, qui s'est tenue à la fin de l'été au Yukon, dit Mme Smith. « Je me suis vraiment sentie entendue. Et la différence, je pense, c'est que le leadership politique d'un océan à l'autre et à l'autre reconnaît que le leadership autochtone est nécessaire dans cette lutte commune à propos du climat. »

Au Yukon, Mme Smith a rencontré le ministre fédéral de l'Environnement, Steven Guilbeault, et d'autres ministres provinciaux et territoriaux de l'Environnement. « Nous avons partagé un délicieux repas autour d'une table, ce qui nous a permis à tous de ressentir ce lien humain qui nous a cruellement manqué pendant la pandémie de COVID-19. »

Les femmes autochtones, en particulier, ont une connaissance spéciale et intime du climat, dit Mme Smith. « En tant que porteuses de vie, nous avons un lien spirituel avec la Terre Mère et, dans ce cadre, il y a des connaissances intimes que personne d'autre ne porte que les femmes — toutes les femmes, mais particulièrement les femmes autochtones. »

Cette optique doit être appliquée aux discussions sur l'environnement, tant au Canada que lors de rassemblements internationaux comme la COP27, dit-elle.

Les femmes autochtones sont « en première ligne du changement climatique », déclare Mme Smith. Pouvoir cueillir des remèdes traditionnels et pouvoir récolter de la nourriture issue de la terre est essentiel à leur survie.

« Les gouvernements coloniaux ne comprennent pas cela. Ils passent à côté de l'essentiel. Et c'est pourquoi ça ne marche pas. Nos connaissances font tellement partie intégrante de ces discussions. Je suis donc heureuse que le Canada le reconnaisse enfin et veuille que nous soyons une voix importante dans ces négociations. »

Le Canada est l'un des rares pays qui permet aux Autochtones et autres défenseurs des droits de se joindre à la délégation nationale sans les obliger à signer des accords qui dilueraient leurs messages. « Ainsi, nous pouvons avoir une voix forte dans ces négociations », dit Mme Smith.

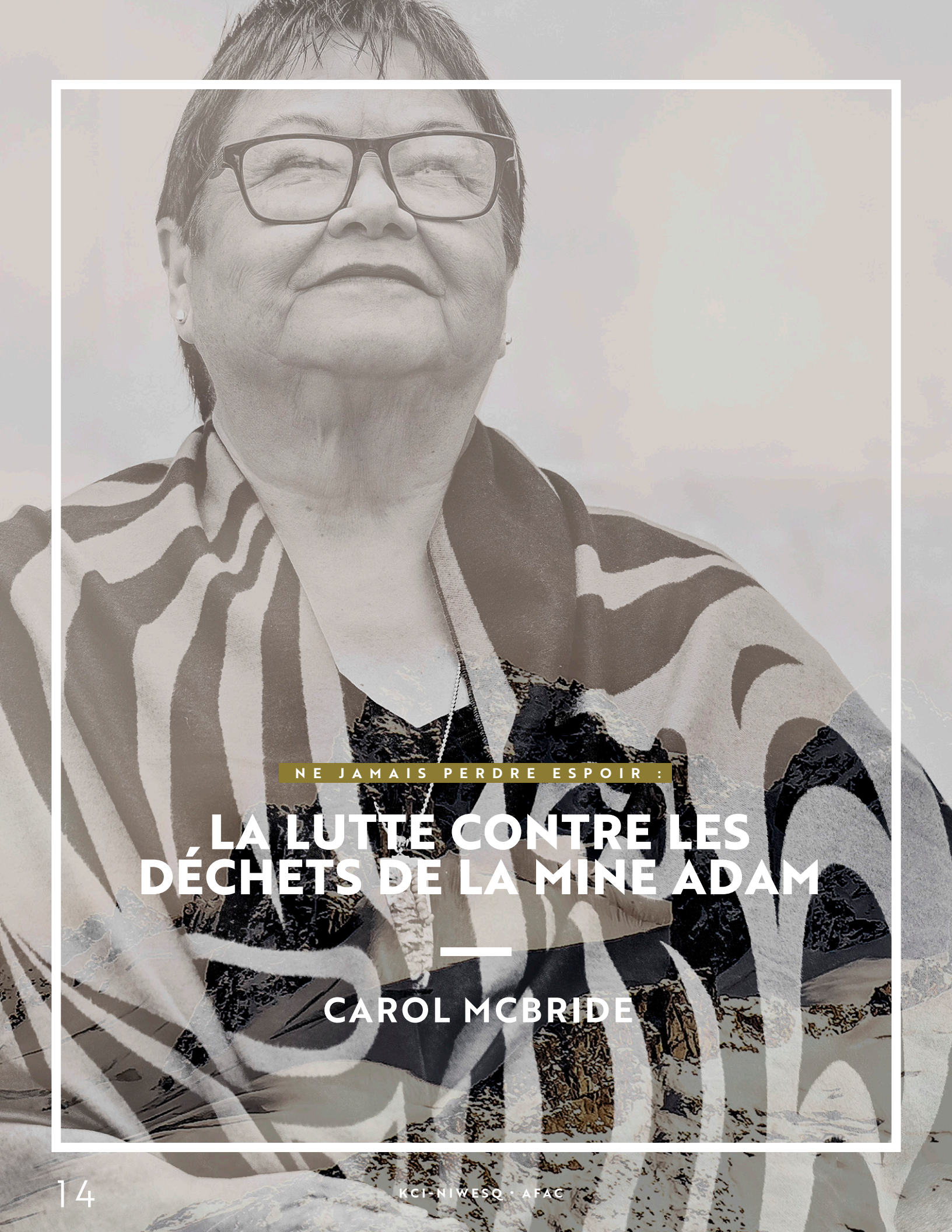
Au final, dit-elle, Mme Redfern et elle ont quitté l'Égypte en ayant le sentiment que leurs contributions avaient été appréciées et prises au sérieux.

« Si les gens nous ont écoutées vraiment, nous et notre message, avec humilité et à cœur ouvert, ce serait un véritable succès, à mon avis », dit Mme Smith. « Et, s'il y a une certaine adhésion à notre message au Canada même, et dans d'autres pays, alors c'est aussi un succès, car cela permet de faire avancer les discussions, ainsi que l'ordre du jour de la COP28. »

Par **Clara Murcia COP27 Bruxelles, Belgique shutterstock.com**

« EN TANT QUE PORTEUSES DE VIE, NOUS AVONS UN LIEN SPIRITUEL AVEC LA TERRE MÈRE ET, DANS CE CADRE, IL Y A DES CONNAISSANCES INTIMES QUE PERSONNE D'AUTRE NE PORTE QUE LES FEMMES — TOUTES LES FEMMES, MAIS PARTICULIÈREMENT LES FEMMES AUTOCHTONES. »

- LISA SMITH



NE JAMAIS PERDRE ESPOIR :

LA LUTTE CONTRE LES DÉCHETS DE LA MINE ADAM

CAROL MCBRIDE

Le projet de Toronto d'envoyer ses déchets dans une mine de fer abandonnée dans le nord de l'Ontario a pris fin après que les habitants du Nord se soient présentés, en masse et en colère, à une réunion du conseil municipal de la plus grande ville du Canada.

Mais les personnes qui ont participé à la manifestation de 2000, dont Carol McBride, qui est aujourd'hui présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC), affirment qu'elles ont gagné le combat lorsque des gens d'horizons très divers se sont réunis pour travailler à une cause commune.

« Personne n'écoutait, et Toronto allait arriver à ses fins. Ce qui a vraiment bouleversé la région autour de Témiscaming, en Ontario, qui comprend la Première Nation (algonquine) de Témiscaming et des terres des deux côtés de la frontière Ontario-Québec », a déclaré Mme McBride dans une interview récente.

« La beauté, c'est que nous nous sommes réunis », dit-elle. « Nous avions des francophones du côté du Québec. Nous avions des Ontariens. Nous avions des agriculteurs. Nous avions des Autochtones. Je ne sais pas si nous reverrons ça, mais c'était merveilleux. Nous nous sommes rassemblés et nous avons réussi à arrêter la plus grande ville du Canada, et à mettre fin à ce projet. »

Le projet de transformer la mine Adams en décharge pour les ordures de Toronto avait été conçu par Gordon McGuinty, un copain de golf de l'ancien premier ministre conservateur Mike Harris, dont le gouvernement était au pouvoir lorsque le conflit a éclaté. Le projet aurait permis de déverser 20 millions de tonnes de déchets dans la mine sur une période de 20 ans.

Il était évident dès le départ que « c'était une très mauvaise idée, elle était incroyablement déficiente », déclare le député néo-démocrate Charlie Angus. Lui et sa femme, Brit Griffin, étaient à l'époque copropriétaires d'un magazine appelé HighGrader, consacré à la vie et à la culture du Nord. M. Angus a écrit un livre sur la manifestation intitulé Unlikely Radicals : The Story of the Adams Mine Dump War [Radicaux improbables : l'histoire de la guerre de la décharge de déchets de la mine Adams].

« Cette affaire n'avait aucun sens sur le plan financier, et c'était un désastre environnemental », dit-il. « Ils envoyaient (les déchets) au Nord parce qu'ils pensaient que personne n'y vivait vraiment, à l'exception essentiellement de travailleurs pauvres, de quelques agriculteurs et de quelques Autochtones. Le Nord allait devenir une zone de sacrifice pour les déchets urbains. »

Ce qui est également devenu évident pour ceux qui protestaient contre le projet, c'est que les personnes payées pour faire passer l'intérêt public en premier avaient soit manqué à ce devoir, soit fait délibérément obstruction à la publication des informations qui auraient mis fin au projet de déversement, dit M. Angus.

« Nous allions couvrir ces réunions, où des questions vraiment intelligentes et simples étaient posées », dit-il. « Non seulement les consultants n'avaient pas de réponses, mais ils n'avaient pas l'intention de répondre à ces questions parce qu'elles portaient sur le cœur même de leur projet de prendre les eaux souterraines pour laver les ordures, pendant dix mille ans. »

La région de Témiscaming était traditionnellement très fracturée, dit M. Angus. La communauté rurale francophone ne parlait pas à la communauté rurale anglophone. Les mineurs cols bleus ne parlaient pas à la communauté hippie environnementaliste. Et personne ne parlait aux Algonquins.

« Nous avons réalisé très tôt que, si nous devions nous opposer à la plus grande entreprise de déchets d'Amérique du Nord, aux membres du gouvernement Harris qui étaient militants et à la ville de Toronto, les gens devaient mettre de côté leurs différences et apprendre à travailler ensemble », déclare M. Angus.

On s'est également rendu compte, au début de l'année 2000, que le conflit se terminerait probablement par une confrontation et que les gens devaient se préparer à la désobéissance civile et à prendre des mesures plus militantes « parce que nous savions que nous étions complètement trahis ».

Mme McBride était membre du conseil de la Première Nation de Temiskaming lorsque le concept du dépotoir a été lancé dans les années 1990. Elle dit qu'elle n'y a pas prêté beaucoup d'attention au début. « Ce projet était tellement ridicule », dit-elle. « Je n'ai jamais pensé que cela irait aussi loin ».

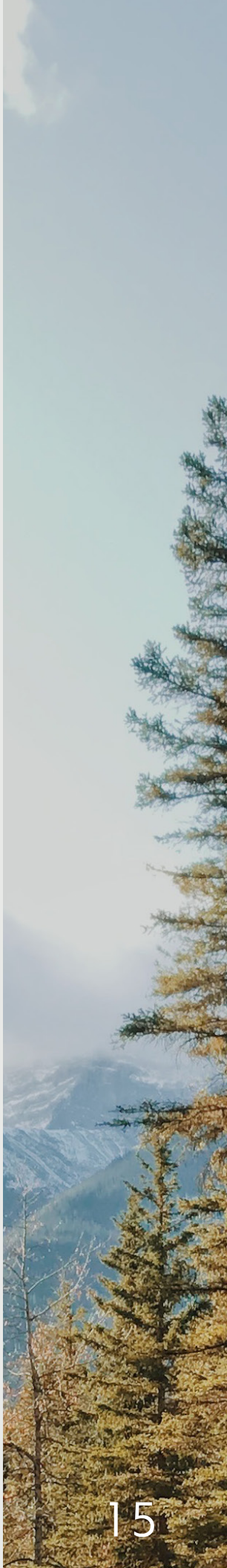
Mais les inquiétudes des communautés non autochtones locales se sont intensifiées et leurs voix se sont élevées pour protester lorsqu'il est devenu plus probable que le projet se réalise.

« On avait le sentiment que la communauté algonquine pourrait être la seule carte qu'on puisse jouer pour réellement forcer le gouvernement à faire marche arrière, car les Algonquins de Témiscaming sont techniquement au Québec, mais ils n'ont jamais signé de traité », et la mine se trouve sur leur territoire traditionnel, dit M. Angus.

Ainsi, la Première Nation a de nouveau été approchée pour se joindre à la lutte.

À cette époque, Mme McBride avait été élue chef de sa communauté, puis grand chef du Secrétariat de la Nation algonquine. Le peuple algonquin, dit-elle, « avait vraiment peur qu'il y ait une infiltration de toxines dans notre eau. Nous nous sommes vraiment impliqués parce qu'ils étaient très près de signer le contrat. »

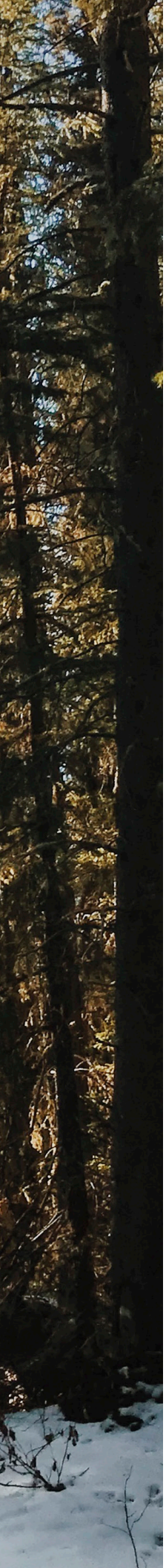
En août 2000, environ 2 800 personnes ont participé à un rassemblement où les manifestants ont discuté de la possibilité de fermer le chemin de fer ou l'autoroute comme mesure de protestation. Mme McBride a parlé publiquement de la proposition de décharge pour la première fois lors de ce rassemblement.



CAROL MCBRIDE

LA LUTTE CONTRE LES DÉCHETS DE LA MINE ADAM

Carol McBride, manifestation contre le projet de la mine Adam, 2000. Getty Images



« Carol n'était pas très énergique. Mais elle est rapidement devenue le centre de la résistance », dit M. Angus. « La détermination qu'elle avait, et le calme qu'elle y apportait, ont vraiment rassuré les gens. »

Alors que les manifestations s'intensifiaient et que les lignes ferroviaires étaient bloquées, Mme McBride a rencontré la police, qui hésitait à procéder à des arrestations car elle avait vu la crise mortelle qui s'était développée à Oka, au Québec en 1990, lors d'un conflit foncier avec le peuple mohawk. « C'étaient des moments très, très, très tendus, mais elle n'a jamais faibli, jamais vacillé. Elle savait vraiment ce qu'elle devait faire », a déclaré M. Angus.

Grâce à ses négociations avec la police, les manifestants ont accepté de quitter la voie ferrée, mais étaient autorisés à continuer à se rassembler dans un camp qu'ils avaient établi. Ce week end-là, ils ont organisé un énorme souper de l'Action de grâces en plein air, et des gens de partout ont apporté de la nourriture.

L'occasion était festive. Mais les organisateurs de la manifestation savaient que le conseil municipal de Toronto allait voter sur la question le mardi, et qu'ils devaient redoubler d'efforts. Ils ont donc convoqué une réunion de tous les opposants dans une salle du village francophone d'Earlton.

« Il y avait environ 800 personnes, juste de bouche à oreille », dit M. Angus. « Carol s'est levée et a dit "vous avez une heure pour rentrer chez vous et prendre un sac de couchage et une brosse à dents. Il va y avoir des autobus ici et nous allons tous à Toronto". »

Les autobus sont arrivés et les gens sont montés à bord. « C'était un mélange fascinant de vieilles fermières et de jeunes Autochtones radicaux, en quelque sorte », dit M. Angus.

Ils n'avaient aucune idée de l'endroit où ils allaient loger lorsqu'ils ont pris la route mais, avant d'atteindre Toronto, Jack Layton, qui était alors conseiller municipal et qui a ensuite dirigé le NPD fédéral, les a invités à rester dans son bureau de campagne.

En guise de salve d'ouverture dans la ville, Mme McBride a lancé un avertissement selon lequel l'opposition à la décharge de la mine Adams était si forte dans le Nord que la désobéissance civile qui s'ensuivra « fera passer Oka pour un pique-nique du dimanche ».

La réunion télévisée du conseil a été tapageuse; les manifestants ont été éjectés avant la fin, puis autorisés à revenir dans la salle.

À un moment donné, Mme McBride a été autorisée à s'adresser à la chambre. « Je me souviens qu'on m'a dit : "OK Carol, tu fais le discours de ta vie" », dit-elle. « Alors, je me suis levée et j'ai distribué la photo d'une petite fille qui portait un tee-shirt disant "Don't kill me" [Ne me tuez pas]. J'ai demandé aux membres du conseil de bien vouloir regarder cette photo. Parce que c'est ce qu'ils étaient en train de faire. Ils étaient en train de tuer nos générations futures. »

À la fin de son discours, les lignes téléphoniques de l'hôtel de ville de Toronto se sont illuminées par des appels de personnes qui exigeaient l'annulation du projet.

Le conseil a voté en faveur du projet de décharge, mais les observateurs politiques ont commencé à prédire qu'il ne pourrait jamais se réaliser.

Pendant son séjour à Toronto, Mme McBride a essayé de rendre visite au maire Mel Lastman dans son bureau, mais il n'a pas voulu la recevoir — un refus qui a été filmé. « J'ai dit : "Je suis venue ici, de dirigeant à dirigeant, pour parler de ce problème. Et il ne veut pas parler, il ne veut pas sortir" ». Alors, ça ne lui a pas fait de bien non plus. »

Les manifestants sont retournés à Temiskaming. Et, le vendredi suivant, le téléphone a sonné au domicile de Mme McBride. C'était un journaliste.

« Je ne me souviens plus qui était le journaliste, dit-elle, mais il a dit que l'accord était mort. J'ai crié, tellement j'étais heureuse. »

Les manifestants ont afflué dans la salle, à Earlton. « Carol s'est levée et elle a chanté avec le groupe », raconte M. Angus. « Elle a chanté Hit the Road Jack, mais l'a changé en Hit the Road Gordon McGuinty. »

En fait, le combat s'est poursuivi en coulisses pendant quatre autres années. « C'était de la magouille et des trucs en coulisse tout le long. C'était déchaîné, et parfois sombre », dit M. Angus.

Mais, finalement, le projet de remiser les ordures de Toronto dans la mine Adams a été entièrement abandonné.

La leçon à tirer de tout cela, dit Mme McBride, c'est que lorsque vous « combattez les idées erronées d'un grand gouvernement, vous devez vous rassembler avec des personnes qui ont les mêmes préoccupations, et vous devez éduquer ceux qui ne sont pas immédiatement de votre côté sur les façons dont leurs vies seront affectées ».

« Il faut aller de l'avant et frapper aux portes du gouvernement, dit-elle, et ne jamais perdre espoir ».

« NOUS AVIONS DES FRANCOPHONES DU CÔTÉ DU QUÉBEC. NOUS AVIONS DES ONTARIENS. NOUS AVIONS DES AGRICULTEURS. NOUS AVIONS DES AUTOCHTONES. JE NE SAIS PAS SI NOUS REVERRONS ÇA, MAIS C'ÉTAIT MERVEILLEUX. NOUS NOUS SOMMES RASSEMBLÉS ET NOUS AVONS RÉUSSI À ARRÊTER LA PLUS GRANDE VILLE DU CANADA, ET À METTRE FIN À CE PROJET. »

- CAROL MCBRIDE

LE SAUMON

PLACER LE RESPECT DU SAUMON AU CENTRE DES POLITIQUES ET DES DÉCISIONS

Les saumons font partie de notre famille et nous devons les protéger. C'est le message qu'ont livré les gardiens du savoir autochtone lorsque la scientifique spécialiste des pêches Andrea Reid, Ph. D. les a interrogés sur les menaces qui pèsent sur cette espèce emblématique de la côte nord-ouest du Pacifique.

Mme Reid, qui a grandi à l'Île-du-Prince-Édouard, est membre de la nation Nisga'a et vit dans le village de Gitlaxt'aamiks, en Colombie-Britannique. Elle est également professeure adjointe à l'Université de la Colombie-Britannique, et chercheuse principale au Centre for Indigenous Fisheries de cette université.

« Dès que je me suis rendu compte que je pouvais faire du poisson et de l'eau le centre de ma carrière, j'ai sauté sur l'occasion, et j'ai été entraînée dans cette voie parce que, tout simplement, j'adorais travailler avec les pêcheurs », a-t-elle dit lors d'une interview récente.

Ses recherches l'ont conduite dans des endroits comme l'Afrique de l'Est et le Pacifique Sud.

Mais elle avait toujours à l'esprit le Nord-Ouest du Pacifique et le peuple de son père, les Nisga'a, qui ont contribué à financer ses études. Aussi, lorsqu'on lui a donné la chance de vivre dans cette région et d'apprendre la culture nisga'a tout en poursuivant son travail avec les poissons, elle n'a pas hésité.

« Je n'ai pas eu l'occasion de grandir en parlant le nisga'a ou en connaissant l'importance du saumon du Pacifique », dit Mme Reid. « Mais, grâce à mes recherches doctorales, j'ai pu me concentrer sur ces êtres merveilleux, sur la façon dont ils migrent des cours d'eau et des ruisseaux où ils sont nés jusqu'aux océans et en reviennent. Parallèlement, j'ai travaillé avec toutes sortes de peuples du Saumon, dans ma nation et d'autres nations voisines, pour apprendre l'importance de ces poissons, non seulement pour la nourriture, mais pour la culture, pour tout ce à quoi ils sont liés. »

Mme Reid a récemment été co-hôte d'un rassemblement international des peuples autochtones du Saumon sur le territoire de la bande indienne Musqueam. Le rassemblement a réuni des membres du peuple Sámi, dont la présidente du Parlement sami, ainsi que des gens du Kamchatka, de l'Alaska, du Yukon, des Mi'kma'ki et, bien sûr, de la Colombie-Britannique et de l'État de Washington.

« C'était merveilleux de voir à quel point toutes ces personnes tiennent le saumon en si haute estime et veulent apporter des changements positifs pour ces poissons », déclare Mme Reid.

Dans un article basé sur les recherches menées dans le cadre de son doctorat, publié plus tôt cette année, Mme Reid a présenté les résultats d'entretiens qu'elle a menés avec 48 détenteurs de savoir (aînés) dans 18 communautés du peuple du Saumon le long des trois plus grands cours d'eau producteurs de saumons de la Colombie-Britannique — le fleuve Fraser et les rivières Skeena et Nass (où vivent les Nisga'a).

Les aînés, qui ont tous passé des décennies à s'occuper activement de la pêche et de la transformation du saumon, lui ont dit qu'ils observaient un déclin important de ce poisson. D'après eux, les prises de saumon actuelles représentent environ un sixième de la taille qu'elles avaient il y a 50 à 70 ans. Ils mettent en cause une combinaison de facteurs, dont l'aquaculture, le changement climatique, les contaminants, les développements industriels et

Les aînés ont dit à Mme Reid que les saumons font partie de notre famille, une vision du monde partagée par de nombreux peuples autochtones. Cela rend la diminution de leur nombre particulièrement difficile à supporter.

« Nous assistons à des changements si rapides dans les systèmes du saumon, et les saumons sont vraiment en mauvais état étant donné les insultes cumulées dont ils sont la cible », déclare Mme Reid.

Des photographies prises cet automne montrent des tas de saumons morts à Neekas, en territoire heiltsuk; ces saumons n'ont pas pu regagner leurs frayères, parce que les cours d'eau dans lesquels ils sont nés se sont asséchés.

« Nous constatons vraiment les effets de la sécheresse de manière assez généralisée en Colombie-Britannique. Cela montre bien que tout est lié et que, lorsqu'un changement se produit dans une région, il entraîne une cascade d'impacts ailleurs », explique Mme Reid. « À mesure que nous voyons les glaciers reculer, nous avons de moins en moins d'eau fraîche qui fond dans les rivières tout au long de nos saisons estivales; nous voyons donc nos rivières se réchauffer et nous observons des changements de débit. »

Par conséquent, les rivières et les ruisseaux disparaissent. « Dans ma nation, mes aînés m'ont dit que nous avions autrefois plus de 500 ruisseaux et rivières de frai », dit-elle. « Il ne nous en reste qu'un peu plus de 300. Nous perdons un habitat essentiel au saumon. »

Andrea Reid et un jeune du village nisga'a de Gingolx mettent à l'essai des outils de surveillance de la qualité de l'eau sur le ruisseau Ksi Gingolx. **Photo : Lauren Eckert (2019).**

PLACER LE RESPECT DU SAUMON
AU CENTRE DES POLITIQUES ET DES DÉCISIONS

Mme Reid a commencé ses consultations avec le peuple du Saumon de la Colombie-Britannique en 2018.

« J'ai pu visiter leurs communautés et entendre les aînés qui sont considérés comme les principaux détenteurs du savoir sur le saumon », dit-elle. « J'ai entendu tellement d'inquiétudes sur l'état du saumon, en particulier à cause de ce que cela signifie pour l'état de nos systèmes de connaissances. Le saumon et la pêche au saumon sont les moyens par lesquels nous transmettons nos enseignements, nos pratiques et nos langues aux jeunes. Et qu'advient-il de tout cela lorsque nous perdons les poissons eux-mêmes? »

Le mot cupidité a été mentionné à plusieurs reprises au cours de ces conversations.

« On m'a souvent rappelé que nous ne pouvons pas manger de l'or et qu'en fin de compte, ce que nous voyons, c'est une rupture avec le saumon », dit Mme Reid. « Ils ont été si nombreux à me parler de l'éthique de ne pas prendre plus que ce dont nous avons besoin. Ils ont dit "nous ne jouons pas avec notre nourriture", "nous gardons ce que nous attrapons", "nous mangeons le poisson entier", toutes les pratiques qui incarnent vraiment le respect de ces organismes. »

Au lieu de positionner le saumon comme un membre de la famille, dit Mme Reid, la société dominante considère le poisson comme une marchandise gérée selon des approches fondées sur une seule espèce et des concepts comme le rendement équilibré maximal. C'est un terme de pêche qui décrit la prise la plus élevée possible dans une pêcherie avant de basculer dans la surexploitation. Mais, dit elle, c'est un plan précaire qui ne tient pas compte de l'incertitude ou qui ne reconnaît pas qu'en gérant l'environnement pour une seule espèce, on peut négliger l'écosystème auquel celle-ci est attachée.

Les mêmes préoccupations qu'elle a entendues lors de sa consultation au Canada ont été reprises par les Autochtones d'autres pays lors du rassemblement international sur le saumon, plus tôt cette année. On se rend compte, dit-elle, que beaucoup de choses menacent le saumon, et qu'il faut améliorer les conditions pour le poisson, que cela signifie réduire le nombre de prises ou empêcher les développements massifs qui modifient les bassins versants.

Il s'agit de placer le respect du poisson au centre de toutes les politiques et décisions qui le concernent.

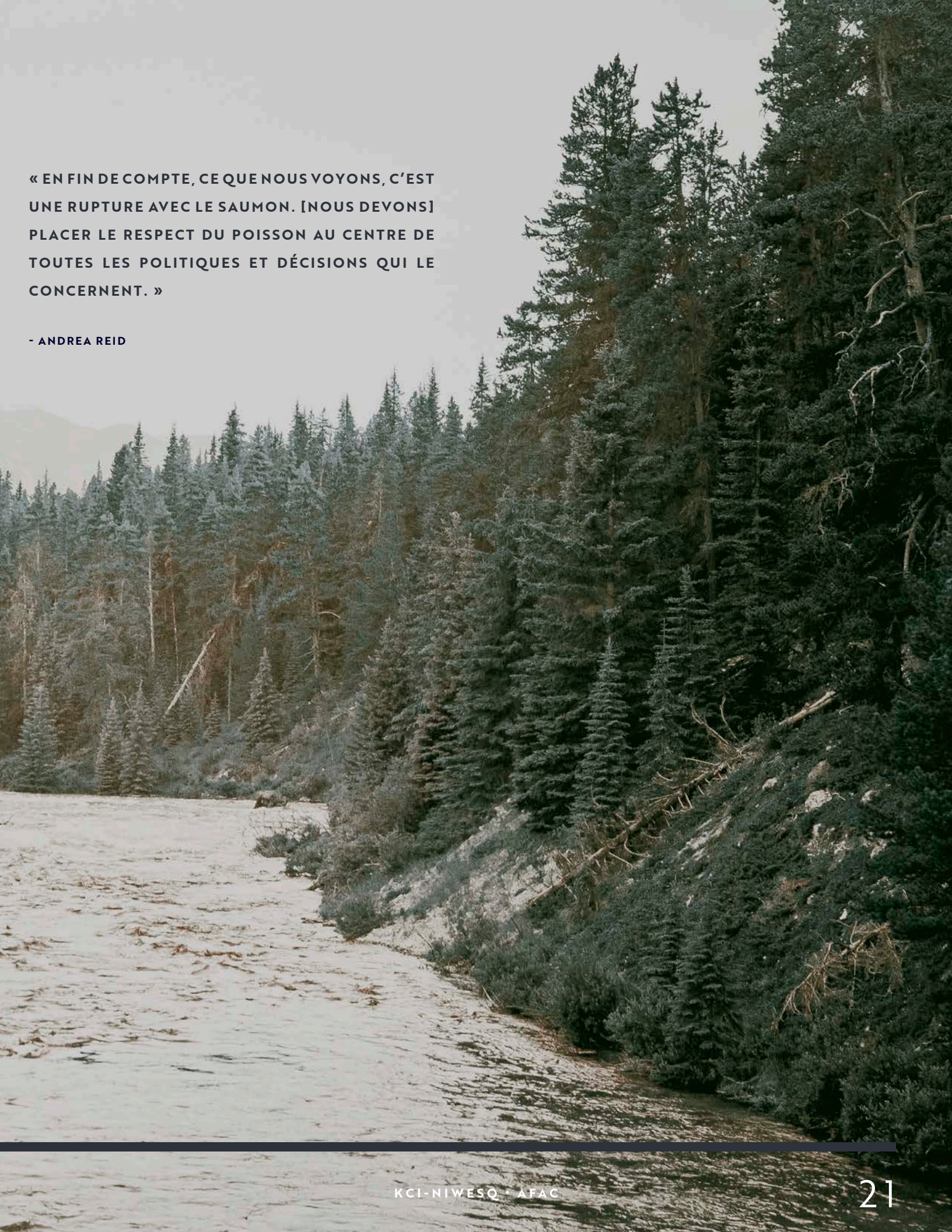
C'est un défi énorme, et il peut sembler écrasant du point de vue d'une seule communauté, dit elle. « C'est pourquoi il y a un tel pouvoir à s'unir, et à reconnaître que nous sommes plus forts en faisant travailler ensemble de nombreuses nations et en défendant nos droits collectifs. »

Malgré les images horribles de saumons tués par la sécheresse, la saison dernière a connu des rendements supérieurs à ceux d'autres années récentes. Selon Mme Reid, cette situation pourrait démontrer la capacité de retour du saumon. « Si nous cessons d'abuser de ces systèmes dans la mesure où nous l'avons fait jusqu'ici, le saumon pourrait prospérer. »

Les gardiens du savoir consultés par Mme Reid étaient sérieusement préoccupés pour l'avenir, mais la plupart d'entre eux espéraient un changement.

« Je pense que nous vivons un changement de paradigme dans la manière dont les droits des Autochtones sont reconnus et dont les systèmes de savoirs autochtones sont traités », dit-elle. Cela pourrait être le début d'une dynamique positive.

Les aînés des communautés du saumon « ont vu d'énormes changements au cours de leur vie, que ce soit en bien ou en mal, dans différents scénarios. Ils ont vu l'ampleur possible des changements de paradigmes », dit Mme Reid. « Ils voient également la résilience du saumon avec lequel nous coexistons depuis si longtemps. Et je pense que, si nous faisons un pas en avant et prenons de meilleures décisions maintenant, nous pouvons commencer à voir des changements positifs pour ces poissons. »



« EN FIN DE COMPTE, CE QUE NOUS VOYONS, C'EST UNE RUPTURE AVEC LE SAUMON. [NOUS DEVONS] PLACER LE RESPECT DU POISSON AU CENTRE DE TOUTES LES POLITIQUES ET DÉCISIONS QUI LE CONCERNENT. »

- ANDREA REID

NOUVELLES MÉTHODES

POUR PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT AU CANADA

Marina Best:

Marina Best affirme que pour atteindre l'équilibre en matière de réconciliation et de conservation de l'environnement, la science occidentale et le savoir autochtone doivent accepter de recommencer à partir des mêmes bases de respect.

« Je pense réellement qu'ils peuvent coexister en veillant à ce qu'ils soient sur un pied d'égalité, que les gens qui font partie des deux systèmes de connaissances se présentent à la table… sur un pied d'égalité, et qu'ils avancent… en reconnaissant réellement qu'ils sont égaux », déclare Mme Best, gardienne métisse du savoir en matière d'environnement et de changement climatique.

Elle décrit la conservation des terres comme un parcours commun et souligne l'importance de tisser des liens entre les modes d'existence occidentaux et autochtones en se basant sur « la compréhension, le respect et la confiance ».

« Sachant que le savoir autochtone et la science occidentale sont deux systèmes de connaissances distincts, dit Mme Best, il est important de créer cet espace pour que les gens se réunissent afin d'apprendre les uns des autres et d'essayer réellement de créer un espace ouvert aux deux systèmes,… de manière à disposer d'un espace à la fois pour le savoir autochtone et la science occidentale, plutôt que d'essayer de faire entrer un système dans une case existante. »

En réalité, essayer de « s'adapter » à un système existant signifie que l'un des deux doit s'adapter à l'autre. Malheureusement, selon Mme Best, ce sont plus souvent qu'autrement les systèmes autochtones qui sont forcés de se conformer pour s'adapter aux systèmes occidentaux. C'est pourquoi elle souligne l'importance pour la conservation de l'environnement d'élaborer un système amélioré, collaboratif et égalitaire, basé uniquement sur l'objectif de bonifier le bien-être environnemental.

« À mon avis, tout le concept d'intégration signifie qu'il s'agit d'une chose qui s'insère dans une autre, quelque chose qui existe déjà. Ça ne fonctionne pas. On crée déjà une base inégale pour que le savoir autochtone s'ajoute à ce qui est déjà en place », déclare Mme Best. « Je pense qu'il faut réellement changer les systèmes complètement ou les reconstruire pour nous assurer de pouvoir être plus holistiques et plus inclusifs du savoir autochtone. »

Évacuer les anciens systèmes pour faire place à de nouveaux moyens équilibrés de protéger et de gérer l'environnement peut paraître intimidant et épuisant, Mme Best y voit une opportunité.

« C'est une occasion d'écouter et d'apprendre directement », dit elle, ajoutant que les deux parties peuvent apprendre beaucoup l'une de l'autre. Pour ce qui est de vivre en harmonie avec la terre et en équilibre avec la nature, Mme Best suggère de se tourner vers les peuples autochtones en raison de leur expertise.

« La science occidentale peut apprendre beaucoup des différentes perspectives holistiques et des pratiques de gestion des terres et des eaux utilisées par les peuples autochtones. Il y a beaucoup d'occasions pour les peuples autochtones d'apporter une compréhension plus approfondie du contexte local, de l'écosystème local », dit Mme Best.

« Les connaissances et les pratiques autochtones mettent l'accent sur une relation réciproque avec la nature et savent que les humains font partie de la nature. Je pense qu'il est essentiel de changer les conventions de la narration et la relation avec la nature pour assurer la santé et la conservation des écosystèmes à travers le Canada. »

Les deux systèmes ont investi des ressources et du temps précieux par le passé pour comprendre les croyances ou les façons de faire opposées. Mme Best affirme toutefois que chacun des deux systèmes devrait s'appuyer sur l'autre plutôt que de s'opposer l'un à l'autre. « Les experts existent déjà », dit-elle.

Marina Best

Projet Forêt

Projet Forêt : Un concept de « réensauvagement » de terres agricoles non productives et sous développées pour les ramener à leur plein potentiel; fournir un habitat, de la nourriture et des remèdes par la reforestation.

Ce qui a commencé comme un projet de conservation s'est naturellement transformé en un partenariat de rajeunissement de la terre basé sur les Autochtones, qui consiste à restaurer les arbres, les plantes, la nourriture et les remèdes qui étaient autrefois abondants pour nos ancêtres.

« Notre mission consiste à reboiser le Canada, une forêt à la fois », déclare Mike Toffan, directeur exécutif de Project Forest.

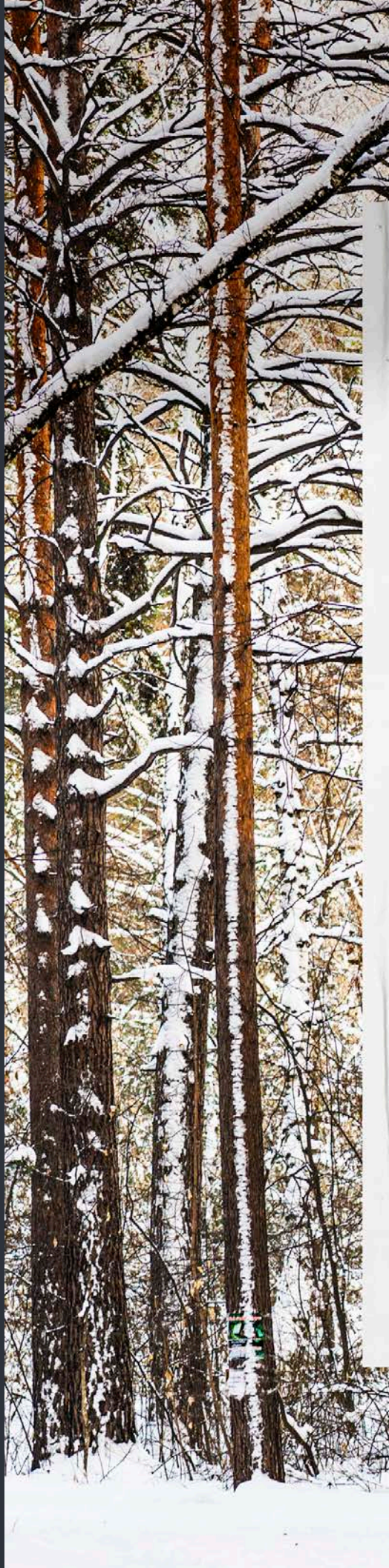
« Le réensauvagement est un concept important. Il ne s'agit pas seulement de planter une ou deux ou trois espèces différentes. Il s'agit de mettre le bon arbre au bon endroit pour la bonne raison, puis de s'assurer que cette zone passe du champ à la forêt », a-t-il ajouté. « Il est très rare que deux terrains soient identiques. Ainsi, chaque emplacement de projet avec lequel nous travaillons a un programme de réensauvagement particulier. »

Ce processus comprend l'arpentage du terrain, le dialogue avec la communauté, la formation de partenariats et l'établissement d'un

« LE RÉENSAUVAGEMENT EST UN CONCEPT IMPORTANT. IL NE S'AGIT PAS SEULEMENT DE PLANTER UNE OU DEUX OU TROIS ESPÈCES DIFFÉRENTES. IL S'AGIT DE METTRE LE BON ARBRE AU BON ENDROIT POUR LA BONNE RAISON, PUIS DE S'ASSURER QUE CETTE ZONE PASSE DU CHAMP À LA FORÊT »

- MIKE TOFFAN

Pictured: **Mike Toffan**



Mike Toffan, Angela MacKinnon

plan de « réensauvagement » basé sur les besoins et les désirs de la communauté.

En deux ans à peine, Project Forest a restauré des terres agricoles dans cinq régions de l'Alberta et de la Saskatchewan, en plantant plus de 246 000 arbres, plantes fruitières et remèdes traditionnels.

Tout au long de l'année 2022 et jusqu'en 2023, Project Forest développe sa première forêt alimentaire et médicinale dans le territoire de la nation crie de Cumberland House, en Saskatchewan. Ici, on ne manque pas d'arbres, affirme M. Toffan. De fait, il est confronté au problème inverse — une abondance d'arbres qui ont dépassé le stade de leur plein développement. Bon nombre sont même « trop vieux », ce qui se produit parce que la nature n'est pas exposée aux processus naturels de régénération des terres, comme les feux de forêt. Ainsi, la Nation crie de Cumberland House n'a pas besoin d'arbres; elle a besoin de plantes médicinales et fruitières qui n'y poussent plus depuis des générations.

« Lorsque nous avons rencontré le chef, je lui ai montré des photos de plants de framboises et de roses sauvages », raconte M. Toffan. « Il a dit : "Mike, j'en mangeais quand j'étais enfant. Il n'y en a plus." Alors j'ai répliqué, "réglons ce problème". »

Pour Angela MacKinnon, responsable de l'engagement communautaire de Project Forest, réintroduire des espèces disparues signifie également réintroduire des opportunités et des perspectives de vie sur le territoire, ce qui est au cœur de ce que Project Forest cherche à accomplir.

« Savoir qu'ils ont vécu ces expériences enfants — qu'ils ont ces souvenirs de leur enfance sur le territoire [mais qu'ils ont perdus depuis] et qu'ils les ont retrouvés pour les transmettre aux générations futures — et que nous sommes en mesure de leur faire revivre ces souvenirs, c'est tout simplement incroyablement spécial », dit Mme MacKinnon.

« Selon l'histoire orale, ces plantes étaient là avant, mais on ne les a pas vues depuis des années », ajoute-t-elle. « Si une plante était là autrefois, elle pourrait y être à nouveau. »

Une parcelle de quinze hectares de terre stagnante, à quelques minutes de la communauté, a été identifiée comme un emplacement opportun pour leur première forêt alimentaire et médicinale. Project Forest a délimité deux hectares et y a planté des amélanchiers, des rosiers sauvages, des fraises, des bleuets, du chèvrefeuille et des framboisiers.

« L'impact sur la communauté et sur les gens est l'objectif numéro un dans notre cœur. Et lorsque nous commençons à parler de réensauvagement, il s'agit toujours d'un réensauvagement — nous réintroduisons ces plantes qui ne sont tout simplement plus là », dit M. Toffan.

Le meilleur, dit-il, a été de permettre à la communauté de prendre la direction du projet. Project Forest a suivi les instructions de la communauté concernant ce qu'il fallait planter et où le planter, et nous avons engagé des membres de la communauté pour réaliser le projet. M. Toffan a déclaré que c'était un privilège d'assister au rapprochement des générations pour voir les plus âgés enseigner aux jeunes générations et leur transférer des savoirs. Par exemple, un aîné plantait épaule contre épaule avec son fils et son petit-fils.

« Nous avons pu amener les gens de la communauté à planter ces végétaux et nous avons pu les payer le jour même », dit M. Toffan. « Climate Smart Services était sur place avec un chéquier... tout le monde est reparti avec un chèque ce jour-là ».

Pour Mme MacKinnon, la revitalisation de l'apprentissage et de la vie sur le territoire est exactement la raison pour laquelle elle a fait la transition il y a un an de l'industrie pétrolière et gazière à Project Forest.

« Pouvoir se connecter réellement à la terre et aux gens, c'est vraiment spécial. Pourquoi ne voudriez-vous pas faire partie de Project Forest? » dit Mme MacKinnon.

L'enseignement culturel et sur le territoire continuera de se développer dans la Nation crie de Cumberland House. L'année prochaine, sept autres hectares seront plantés et « s'ajouteront à plus de 40 autres hectares d'espace de perturbation », qui seront réensauvagés afin de fournir un habitat pour les utilisations traditionnelles du

territoire et des occasions d'apprentissage.

« La souveraineté alimentaire est une partie importante de la conversation », dit Mme MacKinnon. La mise en place d'un espace de perturbation permettant aux habitats de s'épanouir favorisera à son tour la souveraineté alimentaire de la communauté en ce qui concerne la chasse, la pêche, le fourrage et le piégeage.

« Les aînés pourront aller avec les jeunes afin de leur transmettre ces savoirs, sans avoir à faire cinq heures de route ou quatre heures de randonnée. Il y a un lieu particulier dans leur cour, ce qui aidera à rétablir ces possibilités d'utilisation traditionnelle du territoire », dit M. Toffan. « Des espaces seront ainsi créés pour que les membres de la communauté puissent tenir des cérémonies dans la forêt. »

L'objectif est de planter 100 000 autres arbres en Saskatchewan en 2023, dont la plupart seront plantés dans la Nation crie de Cumberland House, la Nation crie de Shoal Lake et la Nation crie de Red Earth. « Nous créerons des forêts alimentaires et médicinales supplémentaires dans ces communautés. Nous terminerons les sept derniers hectares dans la Nation crie de Cumberland House, et nous avons repéré 40 autres hectares de nouvelles terres qui devraient être reboisées en 2023. »

Tout le monde y gagne. Les investisseurs redonnent par l'intermédiaire de partenariats de qualité, la croissance du boisement produit de la nourriture et des remèdes sacrés pour une communauté, et les terres agricoles sont restaurées pour offrir des habitats prospères aux animaux.

L'élan se renforce pour Project Forest. Presque aussitôt que les communautés s'efforcent d'établir des partenariats de réensauvagement, les bailleurs de fonds se mettent en place et cherchent des moyens de donner en retour. Mme MacKinnon et M. Toffan disent que, tout comme leurs projets de réensauvagement, Project Forest connaît une forte croissance.

« En tant que petit organisme sans but lucratif, nous voulons faire de grandes choses et apporter de grands changements », dit Mme MacKinnon. Mais il faudra juste un peu de temps. »

M. Toffan est d'accord, et ajoute : « Ce qui a déjà poussé poussera à nouveau. »

« SAVOIR QU'ILS ONT VÉCU CES EXPÉRIENCES ENFANTS — QU'ILS ONT CES SOUVENIRS DE LEUR ENFANCE SUR LE TERRITOIRE [MAIS QU'ILS ONT PERDUS DEPUIS] ET QU'ILS LES ONT RETROUVÉS POUR LES TRANSMETTRE AUX GÉNÉRATIONS FUTURES — ET QUE NOUS SOMMES EN MESURE DE LEUR FAIRE REVIVRE CES SOUVENIRS, C'EST TOUT SIMPLEMENT INCROYABLEMENT SPÉCIAL »

- ANGELA MACKINNON

APPRENDRE LES PRINCIPES AUTOCHTONES À PARTIR DE LA BASE,

À LA MANIÈRE WABANAKIE.

Les 16 acres de terrain entourant le pavillon de ressourcement pour femmes autochtones du Nouveau-Brunswick ont besoin d'un peu d'amour.

Et Alma Brooks, l'aînée responsable du projet, ne connaît pas toute la gamme des espèces végétales qui poussent sur la propriété. Les bonnes espèces pourraient être utilisées pour fabriquer des remèdes traditionnels.

Mme Brooks s'est donc tournée vers l'Université du Nouveau-Brunswick pour avoir de l'aide. Au cours de cette année scolaire, les étudiants de deux classes différentes obtiendront des crédits pour le travail d'aménagement et de catalogage qu'ils feront du terrain acheté par l'Association des femmes autochtones du Canada comme emplacement du pavillon de résilience Wabanaki. Ils seront ainsi immergés dans la culture autochtone.

« Le savoir autochtone est entrelacé davantage dans nos études, c'est formidable », dit Rachel Aske, étudiante de quatrième année. « Mais il y a encore tellement de choses à apprendre, c'est certain. »

Les composantes autochtones du projet ont contribué à la décision de Mme Aske de travailler à Wabanaki plutôt que de choisir l'une des autres options offertes aux étudiants en foresterie et environnement pour leurs crédits de stage en gestion.

« Rien qu'à lire la description de l'importance accordée aux plantes comestibles et médicinales, je savais que j'allais apprendre énormément », déclare Mme Aske. « Je l'ai compris dès le premier jour de notre rencontre en ligne avec des aînées de la propriété. »

Les huit étudiants en foresterie et environnement ont été chargés de cataloguer les arbres et les arbustes de la propriété et de garder un œil sur les espèces médicinales qui présentent un intérêt particulier pour Mme Brooks et les autres aînées. Ils évaluent l'état de la faune et considèrent ce qui est susceptible de rester en bonne santé dans un climat en réchauffement. Ils analysent le sol et déterminent quelles zones seraient les plus propices à la culture de plantes médicinales. Et ils taillent les pommiers du verger, qui, selon Mme Aske, « a besoin d'un peu d'amour » après quelques années sans entretien.

« RIEN QU'À LIRE LA DESCRIPTION DE L'IMPORTANCE ACCORDÉE AUX PLANTES COMESTIBLES ET MÉDICINALES, JE SAVAIS QUE J'ALLAIS APPRENDRE ÉNORMÉMENT »

– RACHEL ASKE

Entre-temps, une centaine d'étudiants en enseignement sont également sur place, s'occupant collectivement de six projets qui raviveront le paysage.

Juan Rodriguez Camacho, Ph. D., professeur adjoint d'études autochtones, explique que le cours d'éducation wabanakie vise à aider les enseignants en formation à comprendre leurs responsabilités en matière de réconciliation, de reconstruction et de culture autochtone.

Ça fait partie du service communautaire, dit M. Rodriguez Camacho. « Ils vont être les prochains leaders », dit-il. « C'est pourquoi ce cours a été conçu pour eux, afin qu'ils comprennent leurs responsabilités dans l'éducation autochtone. »

Parmi les projets d'aménagement paysager que les élèves enseignants entreprennent, citons la plantation de foin d'odeur, la création de platebandes surélevées et de sentiers de

Alma Brooks et des étudiants de l'Université du Nouveau Brunswick (avec un de leurs enfants)

Étudiants de l'Université du Nouveau Brunswick au travail à Wabanaki

promenade, le nettoyage des zones et l'enlèvement des mauvaises herbes des pelouses et des jardins. Ils participent également à des cérémonies autochtones.

« Ils rendent l'endroit plus convivial » dans le but de créer de meilleurs espaces pour les plantes sacrées, explique M. Rodriguez Camacho. « Au lieu de concurrence, il y aura collaboration, au lieu d'exploitation, il y aura soutien et conservation – autant de principes qui correspondent à des points de vue autochtones. Il s'agit donc vraiment d'appliquer des principes. »

Sa collègue, Natasha Simon, qui est directrice du centre Mi'kmaq-Wolastoqey de l'Université, affirme que l'objectif est de faire comprendre aux futurs enseignants ce que signifie donner à son tour et ce que signifie adhérer à un traité.

Sophia Paoluzzi, l'une des étudiantes en foresterie, dit qu'elle se souvient de la première fois où elle a mis les pieds sur le terrain du pavillon de résilience Wabanaki.

« Quand on arrive dans la cour, on a une vue magnifique du fleuve Saint-Jean et du ruisseau Gagetown. On a simplement le sentiment d'être en paix, avec la nature », dit Mme Paoluzzi, « c'est un endroit tellement beau. On ressent un sentiment apaisant du simple fait d'être là. Et de savoir dans quelle direction va la propriété, c'est génial. »

Mme Brooks a donné aux élèves une longue liste de plantes qu'elle aimerait voir sur le terrain du pavillon de résilience. Beaucoup d'idées ont circulé sur la façon dont ces informations peuvent être utilisées et on a parlé des prochaines étapes du projet, dit Mme Paoluzzi. Mais l'objectif principal était de terminer l'inventaire avant les premières gelées.

Le projet Wabanaki « m'a parlé tout de suite... juste à savoir qu'elles veulent en faire un lieu de retraite, on sait que c'est pour la guérisoni », dit Mme Paoluzzi. « Elles veulent que les gens y aillent simplement pour se sentir en sécurité, pouvoir manger les produits de la terre et utiliser tout ce qu'ils ont là pour se guérir. Je vous jure que chaque fois que nous y allons, je suis de plus en plus enthousiaste.

« AU LIEU DE CONCURRENCE, IL Y AURA COLLABORATION, AU LIEU D'EXPLOITATION, IL Y AURA SOUTIEN ET CONSERVATION – AUTANT DE PRINCIPES QUI CORRESPONDENT À DES POINTS DE VUE AUTOCHTONES. IL S'AGIT DONC VRAIMENT D'APPLIQUER DES PRINCIPES. »

- M. RODRIGUEZ CAMACHO, PH. D.

KCI-NIWESQ

est un mensuel de l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC). Il a pour but de mettre l'accent sur le travail de l'organisation et de raconter les histoires des femmes autochtones du Canada.

Fondée en 1974, l'AFAC est un organisme autochtone national qui représente les femmes, les filles et les personnes de diverses identités de genre autochtones au Canada, y compris les membres de Premières Nations (avec ou sans statut ou émancipées), sur et hors réserve, ainsi que les Métisses et les Inuites. Elle a pour but de favoriser le bien-être social, économique, culturel et politique des femmes autochtones dans leurs communautés respectives et dans la société canadienne.

ÉDITRICE

LYNNE GROULX
Chef de la direction de l'AFAC

RÉDACTRICE EN CHEF

JOAN WEINMAN

RÉDACTRICE PRINCIPALE

GLORIA GALLOWAY

CONCEPTRICE

KYLA ELISABETH

RÉDACTRICE

ASHLEY ESPINOZA

PHOTOS DE PAYSAGES CANADIENS FOURNIES PAR ENVATO ELEMENTS

MAGAZINE DE L' **ASSOCIATION DES FEMMES AUTOCHTONES DU CANADA**

KCI-NIWESQ

nwac.ca